



Le comité stratégique de M. Fekl : tuer le temps pour éviter le débat public ?

Nous refusons de cautionner une parodie de démocratie

Le 8 octobre 2014 à l'Assemblée nationale, le Secrétaire d'État chargé du Commerce extérieur Matthias Fekl annonçait sa volonté d'associer la société civile aux négociations en cours d'accords transatlantiques de libre-échange et d'investissement, reconnaissant qu'ils « *[posaient] de nombreuses questions de fond* » [1]. Cette ouverture devait se faire dans le cadre d'un comité de suivi stratégique (CSS) ouvert à plusieurs associations et syndicats. Un semestre plus tard, force est de constater que le compte n'y est pas. Nos organisations ont donc décidé de se retirer de ce comité stratégique et dénoncent une coquille vide créée par le gouvernement dans une parodie de démocratie.

Mis en place à l'automne dernier, le CSS se voulait un espace de consultation, d'information et d'écoute des différentes composantes de la « société civile ». Dans la mesure où des négociations sont en cours, nos organisations ont décidé de participer à ce comité afin d'y porter leurs inquiétudes sur ces négociations et d'être informées de leur avancée comme des positions portées par le gouvernement français. Une convocation à une nouvelle réunion du CSS le 18 mars vient d'être envoyée par le Secrétaire d'État : aucun document préparatoire ni information sur les positions du gouvernement ne sont communiqués, et l'ordre du jour proposé est quasiment identique à celui reçu lors de la première convocation... En six mois, seule une opération de relation publique avec la Commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström a été organisée courant décembre.

Hasard du calendrier ? Cette réunion est enfin convoquée après que nous ayons dénoncé fin février la cacophonie des positions françaises sur le mécanisme d'arbitrage des différends investisseur-État ou ISDS (suite à la fuite d'un document du Secrétariat général aux affaires européennes envoyé aux euro-députés français) [2]. Alors que le rapporteur social-démocrate Bernd Lange en préconisait l'abandon, à l'instar des citoyens européens [3] comme des députés et sénateurs français [4], le gouvernement maintient l'ambiguïté et semble davantage enclin à travailler en souterrain pour s'assurer de son maintien sous une version réformée restant favorable aux investisseurs plutôt qu'à écouter la population. Pour Michel Coulomb, d'Attac France, « *en fait de transparence, nous continuons d'apprendre l'essentiel des positions du gouvernement français à travers des déclarations alambiquées ou des fuites* ».

Nous tirons donc aujourd'hui les conclusions de six mois d'existence de ce CSS : Face à l'importance des enjeux posés par ces accords de libre-échange (TAFTA et CETA notamment) et à la volonté manifeste du gouvernement de ne pas engager de réelle consultation démocratique dans le cadre du CSS, nos organisations ont décidé de quitter ce comité. Elles refusent de cautionner plus longtemps ce qui n'est qu'un outil de communication du gouvernement, dissimulant la volonté d'imposer ces accords à tout prix. Les enjeux sont suffisamment importants pour ne pas se contenter d'un pseudo comité stratégique s'apparentant à l'usage à une mise sous

cloche du débat public. Selon Nicolas Roux, des Amis de la Terre , « *Derrière une volonté affichée de transparence, ce comité n'est qu'un alibi sans aucun contenu et sans perspective réelle de prise en compte des avis exprimés par les organisations qui y participent* ».

Nous souhaitons œuvrer à la construction d'un débat clair et public, répondant à l'exigence citoyenne. Réaffirmant notre opposition à tout mécanisme ISDS (aussi bien pour TAFTA que pour CETA) et nos préoccupations en matière de démocratie, de justice sociale, d'agriculture durable et de transition énergétique, nous sommes demandeurs d'un véritable débat sur un grand média public et de la mise en place d'un cadre de travail adéquat, et ce dans un délai court, avant que les décisions ne soient prises en coulisse.

Signataires : Amis de la Terre, Attac France, Confédération Paysanne, Solidaires

Contacts :

Attac (Jean Michel Coulomb - 0688642683) - Confédération Paysanne (Laurent Pinatel - 0680589722) - Les Amis de la Terre (Nicolas Roux - 0770153919) - Solidaires (Catherine Lebrun - 0158393018)

Notes :

[1] <http://matthias-fekl.fr/accord-uecanada-matthias-fekl-questions-au-gouvernement-assemblee-nationale-08-10-2014/>

[2] <https://www.collectifstopptafta.org/l-actu/article/le-gouvernement-francais-defend-l>

[3] Près de 150 000 citoyens européens ont affirmé leur rejet de ce mécanisme lors d'une consultation publique européenne et la Commission européenne a été amené à reconnaître que seuls les lobbies d'affaire et les grandes compagnies sont majoritairement pour l'ISDS et que toutes les autres catégories économiques et sociales sont majoritairement contre.

[4] <http://www.senat.fr/rap/114-134/114-1341.pdf> et <http://www.assemblee-nationale.fr/14/ta/ta0428.asp>